

QUE SE PASSE-T-IL DANS NOS CAMPAGNES ?

- ➔ **4 millions** d'agriculteurs en 1950, **400 000** aujourd'hui
- ➔ **30 %** des agriculteurs gagnent moins de **400 euros** par mois
- ➔ **200 000** euros d'**endettement** moyen par exploitation
- ➔ **1 agriculteur** se suicide tous les **2 jours**
- ➔ des milliers d'hectares **rachetés par des capitaux chinois**
- ➔ **200** fermes disparaissent chaque semaine
- ➔ **révision** des zones agricoles défavorisées **exigée par Bruxelles**
- ➔ des **traités** de libre-échange (Mercosur, CETA, TAFTA, etc.) qui vont **pénaliser** nos éleveurs et nos cultivateurs

RÉAGISSONS !

Avec **ASSELINEAU**

Depuis 2007, l'UPR appelle les Français
à sortir de l'Union européenne

upr.fr

ALLONS-NOUS LAISSER DÉTRUIRE NOTRE AGRICULTURE ?

L'Union européenne nous impose une politique de libre-échange mondialisé qui place les agriculteurs français dans une concurrence insupportable avec les agriculteurs de pays dont les charges et les normes sont très basses. Nos éleveurs, par exemple, sont menacés par les accords avec le Canada et le Mercosur : **le bœuf canadien coûte moitié moins que le bœuf français, le bœuf argentin 4 fois moins !** Cette situation contraint les agriculteurs à une course folle à la productivité, au détriment de leur santé et de l'environnement. Et elle les soumet à l'avidité des multinationales, qui exercent un lobbying intense à Bruxelles.

À cause de notre appartenance à l'Union européenne, c'est désormais l'existence même de l'agriculture française qui est en jeu. Il faut en effet savoir que :

Les traités européens interdisent

- les aides nationales aux secteurs en difficulté
- l'établissement de taxes douanières nationales et de quotas à l'importation
- toute mesure de protection de la production et des terres agricoles

La Commission européenne, non élue, décide

- du montant des subventions et des secteurs subventionnés
- des négociations des accords de libre-échange (Mercosur, CETA, TAFTA, etc.)
- des normes environnementales, sociales et sanitaires à respecter

Les subventions « européennes » sont en fait intégralement payées par les Français

La France verse en effet chaque année à l'UE 9 milliards de plus qu'elle n'en reçoit.

Sans l'UE, nous pourrions enfin consacrer plus d'argent aux agriculteurs !

➡ En raison de son appartenance à l'Union européenne, il est devenu absolument impossible à la France de conduire une politique agricole qui soit dans l'intérêt des producteurs comme des consommateurs. ←

L'UPR propose donc de sortir de l'Union européenne par l'article 50 du TUE, afin de pouvoir

- ➡ remplacer la PAC par la PAN (politique agricole nationale) : ce sont les Français qui décideront du montant des subventions et du périmètre de leur allocation
- ➡ instaurer des taxes et des quotas à l'importation, et exiger la réciprocité des normes
- ➡ garantir un revenu digne et stable aux agriculteurs, en réglementant les marges et en assurant un prix minimal de vente
- ➡ orienter le marché vers les productions locales et favoriser les circuits courts
- ➡ subventionner l'agriculture familiale et aider les jeunes exploitants à s'installer
- ➡ encourager activement l'amélioration de la qualité des aliments, la préservation des sols et des terroirs et le respect accru de l'environnement

**Pour tout savoir sur le FREXIT
et découvrir le programme de
l'Union populaire républicaine**



upr.fr